

DANIEL COMPAGNON

## « MUGABE AND PARTNERS (PVT) LTD » OU L'INVESTISSEMENT POLITIQUE DU CHAMP ÉCONOMIQUE

L'UNE DES CLÉS DE LA LONGÉVITÉ DU SYSTÈME ZANU-PF ET DU PATRONAGE DE MUGABE, COMME DE L'OBSTINATION DE L'ÉLITE DU POUVOIR À S'Y ACCROCHER, RÉSIDE DANS LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT COMME SOURCE DIRECTE ET INDIRECTE D'ENRICHISSEMENT, DANS LA PHASE DIRIGISTE DES ANNÉES 1980, MAIS AUSSI DANS LE CADRE DE LA LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE DE 1990 À NOS JOURS. LE DISCOURS ET LA PRATIQUE DE L'AFRICANISATION DE L'ÉCONOMIE OU L'AFFAIRISME EN RDC SUR FOND DE GUERRE PARTICIPENT DE CE PROJET D'ACCUMULATION DE LA BOURGEOISIE D'ÉTAT ÉMERGENTE.

L'une des clés à la fois de la longévité du système Zanu-PF et du patronage de Robert Mugabe, et de l'obstination de l'élite du pouvoir à s'y accrocher, réside dans l'usage des positions institutionnelles d'autorité pour réaliser ce qui était l'aspiration profonde de la petite bourgeoisie africaine dans les années 1960 : accéder rapidement à la richesse et à une accumulation durable. Au-delà de l'image d'Épinal qui a longtemps été mise en avant (réconciliation, socialisme, développement), le triomphe de la guérilla nationaliste marqua surtout le début d'une double ambition : entreprise politique de domination hégémonique sur la société, à laquelle l'abandon à contrecœur, en 1990, du projet de parti unique n'a pas mis fin – d'où le contresens sur la prétendue « démocratisation » des années 1990 – ; mais aussi entreprise économique de prise de contrôle progressive des leviers non pas du développement – préoccupation accessoire des nouveaux dirigeants – mais de l'enrichissement personnel et familial.

C'est en adoptant un tel cadre d'analyse qu'il devient possible de ranger les pièces du puzzle zimbabwéen. Quoi de commun en effet entre les retentissantes affaires de corruption publique, l'accaparement par des clients politiques ou des parents du chef de l'État des grandes fermes confisquées aux Blancs, la privatisation des entreprises publiques déficitaires, le rachat des filiales locales de multinationales, la politique dite d'« indigénisation » et les agissements

crapuleux des barons du régime en RDC ? Ce ne sont en réalité que les multiples voies de l'accumulation pour une bourgeoisie d'État – c'est-à-dire qui se constitue à partir du contrôle de l'État et de l'accès aux ressources<sup>1</sup> – et surtout sa strate supérieure – les *big men* de l'entourage de Mugabe –, qui se pense assurée d'une impunité quasi totale compte tenu du caractère autoritaire du régime. Par rapport à d'autres trajectoires semblables en Afrique, celle du Zimbabwe se différencie par l'existence d'un milieu d'affaires – essentiellement blanc à l'origine – relativement plus important et structuré qu'ailleurs, dont l'attitude a oscillé entre coopération et résistance, mais aussi par la relative discrétion dont les caciques du régime ont su faire preuve dans la mise en œuvre de cette stratégie, au moins jusqu'au milieu des années 1990.

La corruption au sommet de l'État est de plus en plus visible, et la position du Zimbabwe dans le Corruption Perception Index de Transparency International (TI) n'a cessé de se dégrader : de la 43<sup>e</sup> place en 1998, il s'est retrouvé à la 65<sup>e</sup> en 2000, parmi 90 pays classés. Mais, comme le nom même de l'outil comparatif construit par TI le suggère, il s'agit avant toute chose d'une affaire de perceptions<sup>2</sup>. Or, celles-ci peuvent être trompeuses : beaucoup d'observateurs ont longtemps cru que la corruption était peu importante au Zimbabwe et que Mugabe était un homme intègre. C'est pourquoi ils hésitaient à qualifier ce régime de « néopatrimonial » et se refusaient à y reconnaître les logiques de la « politique du ventre », pourtant à l'œuvre au Zimbabwe comme partout ailleurs en Afrique<sup>3</sup>.

En réalité, le Zimbabwe a suivi une évolution tout à fait comparable à celle de la plupart des États postcoloniaux du continent<sup>4</sup>, bien qu'on n'y rencontre pas systématiquement la corruption dans la vie quotidienne, cette « *petty corruption* » qui affecte toutes les relations sociales en Afrique occidentale et centrale. Cependant, et compte tenu de la dégradation accélérée de l'économie, la corruption comme mode de survie pourrait se généraliser bientôt comme la seule option ouverte aux fonctionnaires et agents du secteur public zimbabwéens.

Toutefois, il s'agit moins ici d'évaluer la corruption en tant que telle, que de comprendre comment elle s'insère dans une stratégie multiforme d'accumulation qui utilise à plein la logique du chevauchement (*straddling*) entre le public et le privé<sup>5</sup>. Ce comportement de la classe dirigeante a tiré parti des contextes successifs de l'économie dirigée pseudo-socialiste puis de la réforme néolibérale, sous couvert d'une prétendue indigénisation de l'économie, logique dont les affaires menées en RDC ne constituent finalement qu'une extension un peu particulière.

## DU DIRIGISME AUX PRIVATISATIONS : LE CONTRÔLE

## DE L'ARÈNE ÉCONOMIQUE

Écoutant les conseils du président mozambicain Samora Machel et de Lord Soames – le dernier gouverneur anglais qui appliqua les accords de Lancaster House –, Mugabe offrit aux Blancs sa fameuse politique de « réconciliation » par pur réalisme économique : il ne fallait pas tuer la poule aux œufs d'or et les cadres nationalistes issus du *bush* n'étaient pas en mesure, alors, de prendre en charge l'économie relativement développée – par rapport au reste du continent – de la Rhodésie. Au fil des ans, une collaboration de fait s'est instaurée entre l'État contrôlé par les nationalistes noirs et certains segments du capitalisme blanc local et multinational, ce que Taylor appelle l'« alliance entre les colons blancs et l'État <sup>6</sup> ». Non seulement la préservation des intérêts blancs telle qu'elle était enchâssée dans les accords de Lancaster House (droits de propriété y compris sur la terre agricole, retraite des fonctionnaires) fut scrupuleusement respectée, mais de larges secteurs de l'industrie, du commerce et de la banque demeurèrent à la fois dans le secteur privé et aux mains des Blancs. Ce pragmatisme célébré par les diplomates occidentaux, qui valut d'ailleurs au gouvernement un afflux d'aide au développement, dissimulait des motifs peut-être moins avouables.

Dès l'indépendance en effet, une toile de liens d'affaires a commencé à se tisser entre les politiciens de la Zanu-PF et leurs « adversaires de classe » supposés. De nombreux hauts fonctionnaires et cadres du parti issus du maquis,

1. Sur ce débat, voir R. Sandbrook, *The Politics of Africa's Economic Stagnation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, chap. 4 ; Y.-A. Fauré et J.-F. Médard (dir.), *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982.

2. Voir l'analyse de Jean-François Médard sur le Botswana voisin : J.-F. Médard, « Corruption et non corruption au Botswana : la normalisation d'un cas déviant ? », in D. Compagnon et B. Mokopakgosi (dir.), *Le Botswana contemporain*, Paris, Karthala, à paraître.

3. Sur la première notion, voir J.-F. Médard, « L'État néo-patrimonial en Afrique », in J.-F. Médard, *Les États d'Afrique noire, formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-353 ; sur la seconde, J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

4. Voir J. Makumbe, « Bureaucratic corruption in Zimbabwe : causes and magnitude of the problem », *Africa Development*, vol. 19, n° 3, 1994, pp. 45-60.

5. Sur le straddling, voir M. Cowen et K. Kinanjui, « Some problems of capital and class in Kenya », *Occasional papers* n° 26, University of Nairobi, Institute for Development Studies ; J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, op. cit., chap. 3, « L'illusion bourgeoise » ; Y.-A. Fauré et J.-F. Médard « L'État-business et les politiciens entrepreneurs, néo-patrimonialisme et big men : économie et politique », in S. Ellis et Y.-A. Fauré, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala-Orstom, 1995, pp. 289-309.

6. S. D. Taylor, « Race, class, and neopatrimonialism in Zimbabwe », in R. Joseph (ed.), *State, Conflict, and Democracy in Africa*, Boulder, Lynne Rienner, 1999, p. 244.

sans compétence particulière dans les affaires<sup>7</sup>, furent recrutés comme intermédiaires par des compagnies possédées par des Blancs, à une époque où les connexions politiques étaient indispensables pour conduire une entreprise en relation avec l'étranger. Ces intermédiaires bien introduits dans l'appareil politico-administratif se chargeaient de négocier, contre une commission, les précieuses licences d'importation ou les autorisations d'achat de devises et autres certificats de conformité en douane, dont l'économie dirigiste n'était pas avare. Ils étaient difficiles à contourner pour les entrepreneurs authentiques cherchant à se procurer des pièces détachées ou divers intrants. Les coopter était, pour les entreprises les plus importantes, une façon de faire baisser les tarifs exorbitants qu'ils réclamaient pour leurs « services ». Au fil des ans, on verra apparaître de plus en plus souvent des noms de ministres, parlementaires et membres du comité central dans les conseils d'administration de sociétés privées, certains se contentant de « manger », d'autres ayant plus de dons pour faire fructifier l'argent facilement acquis.

Un cas particulier est celui de la holding Zidco, le bras économique des dirigeants du parti au pouvoir, créée peu après l'indépendance en joint-venture avec des hommes d'affaires indiens basés à Londres à partir de M&S Syndicate, une première société fondée en 1979, on suppose, par Mugabe et quelques proches, pour gérer leurs investissements (notamment une cinquantaine de biens immobiliers) et dont les opérations n'ont jamais fait l'objet d'une grande publicité<sup>8</sup>. Les *big men* Zanu-PF sont représentés au directoire de Zidco par les fidèles Emmerson Mnangagwa – président des deux holdings jusqu'à 1999 – et Sidney Sekeramayi, tous deux ministres successifs de la police politique (CIO). Zidco et M&S Syndicate contrôlaient au début des années 1990 une douzaine d'entreprises et leurs filiales régionales, dans des secteurs très variés de l'agriculture, de l'industrie et des services, en employant près de 10 000 personnes. Beaucoup de ces entreprises faisaient de confortables profits grâce à la commande publique. Au cours de la décennie 1990-2000, Zidco holdings n'a cessé de s'étendre et de se diversifier, en acquérant des participations minoritaires dans plusieurs affaires très rentables.

Bien entendu, le système fonctionnait dans les deux sens de l'interface public/privé, et les quelques fonctionnaires placés à un verrou stratégique étaient en mesure d'arrondir discrètement leurs fins de mois. Les nombreuses entreprises d'État, dans les secteurs les plus variés<sup>9</sup>, et les offices publics – dont certains étaient un héritage du régime précédent<sup>10</sup> – qui contrôlaient la commercialisation de nombreuses denrées (céréales, viande, produits laitiers, etc.) fournissaient un réservoir de prébendes pour le patronage de Mugabe. Pendant les années 1980, le gouvernement Zanu-PF s'est efforcé d'élargir ce portefeuille, non pour des raisons idéologiques (l'improbable « socialisation des moyens de

production»), mais pour les opportunités d'enrichissement ainsi procurées à l'élite du pouvoir. Aussi le gouvernement a-t-il utilisé différentes techniques pour contraindre plusieurs sociétés britanniques et sud-africaines à lui vendre les intérêts qu'elles détenaient au Zimbabwe, s'appuyant sur le contrôle des changes pour empêcher ou limiter de façon draconienne le rapatriement des profits vers la maison mère ; ou jouant habilement des politiques de salaires et de prix pour étouffer les entreprises concernées en creusant leurs pertes d'exploitation. Ce fut le sort réservé à Lancaster Steel, anciennement filiale de British Steel, qui dépendait de l'entreprise d'État Zisco pour son approvisionnement en acier. Un régime d'imposition dissuasif écartait les investisseurs étrangers qui auraient pu faire concurrence au gouvernement dans ce domaine<sup>11</sup>. Les liaisons incestueuses entre le capital privé et l'État ayant eu leur origine, sous l'UDI, dans l'économie de guerre et la violation des sanctions de l'Onu, les opérateurs privés n'étaient pas très à l'aise pour critiquer publiquement ces pratiques, où certains hommes d'affaires blancs trouvaient par ailleurs leur intérêt, en jouant les intermédiaires rémunérés.

L'économie contrôlée était donc moins le produit d'un compromis idéologique entre rhétorique socialiste et réalité, que d'un environnement propice aux stratégies d'enrichissement personnel de ceux qui s'estimaient en droit de voir rétribuer leurs « sacrifices » pour la lutte de libération (bien que nombre de ceux qui ont bénéficié de ces opportunités n'aient jamais vu le maquis). Au début, il a pu s'agir d'opérations modestes, comme le rachat pour une somme symbolique de la limousine de fonction et sa revente au marché noir. C'est d'ailleurs une histoire de Toyota « Cressida » montées sous licence par une entreprise d'État, appropriées illégalement par des membres de l'élite politique et revendues à prix d'or, dans un contexte de pénurie générale en biens d'équipement des ménages, qui est à l'origine, en 1988-1989, de la principale

7. Sur le poids des anciens instituteurs dans la nouvelle élite du pouvoir, voir P. Quantin, « Portrait d'une élite au pouvoir (1980-1990) », in J.-L. Balans et M. Lafon, *Le Zimbabwe contemporain*, Paris, Karthala, 1995, pp. 181-199.

8. Voir I. Wetherell « Zanu-PF's Zidco a model for Thebe », *Weekly Mail*, 30 juillet 1993. Zidco est souvent présenté comme le bras financier de la Zanu-PF ; mais, comme le fait remarquer Wetherell, les coffres du parti, chroniquement vides et renfloués à coups de fonds publics, ne doivent pas recevoir grand-chose des profits de Zidco.

9. Pour une liste des compagnies contrôlées directement ou non par l'État, voir E. Bloch, « Indigenisation – is it failing ? », *The Financial Gazette*, 15 septembre 1994.

10. Voir D. Darbon, « Zimbabwe : construire la maison de pierre », in J.-F. Médard, *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, pp. 312-315.

11. J. Robertson, « The economy : a sectoral overview », in S. Baynham (ed.), *Zimbabwe in Transition*, Stockholm, Almqvist & Wicksell International, 1992, pp. 71-72 ; V. Wild, *Profit Not for Profit's Sake : History and Business Culture of African Entrepreneurs in Zimbabwe*, Harare, Baobab Books, 1997, p. 260.

affaire de corruption politique des années 1980<sup>12</sup>. Cinq ministres avaient été sanctionnés par la justice et l'un d'entre eux, Maurice Nyagumbo, s'était prétendument « suicidé » en prison – après avoir menacé, selon sa veuve, de raconter tout ce qu'il savait. Si le courage d'une partie de la presse d'État et de la commission d'enquête présidée par le juge Sandura avait permis de dévoiler le scandale, Mugabe était parvenu à circonscrire les investigations avant qu'elles n'atteignent le premier cercle – notamment sa première femme Sally – tout en se déclarant adepte de la transparence. Les ministres révoqués et qui avaient su se taire furent amnistiés par le Président, et certains ont repris ensuite le cours interrompu de leur carrière. Cette affaire avait révélé l'ampleur de la corruption aux sommets de l'État et l'inanité du *Leadership Code* adopté solennellement en 1984 et qui la bannissait ostensiblement.

Si la lutte des classes n'était plus vraiment à l'ordre du jour, la rhétorique marxisante permettait toutefois de marginaliser le petit groupe d'authentiques entrepreneurs africains ayant émergé à la force du poignet dans les années 1960 et 1970, en dépit de la discrimination raciale et du manque d'accès au crédit. Les leaders nationalistes n'avaient guère de sympathie pour ceux qu'ils stigmatisaient sous le terme de « bourgeoisie noire », et qu'ils accusaient de s'être vendus au régime colonial blanc. Plus fondamentalement, la prise de contrôle de l'économie par l'étatisation était antithétique de l'ethos entrepreneurial des hommes d'affaires noirs, dont la pratique se rapprochait du capitalisme sauvage (pas de syndicats, ni de droit du travail ni de salaire minimum) et que le populisme dirigiste de la Zanu-PF ne pouvait que hérissier<sup>13</sup>. En outre, le projet politique hégémonique qui allait conduire à l'incorporation forcée de la Zapu de Joshua Nkomo au parti de Mugabe s'accommodait mal d'un segment de l'élite noire qui ne dût rien au patronage politique et aurait pu se constituer en base de pouvoir concurrente, par une hypothétique conversion du capital économique en capital politique.

La faillite du modèle dirigiste était devenue évidente à la fin des années 1980. De multiples goulets d'étranglement avaient tari l'investissement productif privé hors agriculture, provoquant un vieillissement accéléré du capital installé. Le contrôle bureaucratique sur les marchés compromettait la capacité exportatrice de l'économie, donc sa propension à procurer les précieuses devises. L'extension de l'État, au-delà des capacités d'extraction financière du système politique, en particulier l'explosion des effectifs de la fonction publique, et la gestion calamiteuse des entreprises publiques, provoquèrent un accroissement rapide de la dette publique. Ces difficultés conduisirent le gouvernement à se tourner vers le FMI fin 1990 pour négocier un plan d'ajustement structurel (Esap), qui entra en vigueur en février de l'année suivante. Celui-ci prévoyait expressément la libéralisation du commerce (notamment la

fin du système des licences d'importation), la dévaluation et le flottement du dollar zimbabwéen, la réduction des dépenses de l'État et la privatisation de la plupart des entreprises publiques. Le système de privilèges mis en place depuis 1980 semblait devoir être fondamentalement remis en question. Toutefois, la nouvelle élite politico-économique qui avait émergé pendant la première décennie de l'indépendance grâce au contrôle de l'appareil d'État, et qui aspirait à former la nouvelle bourgeoisie, allait faire preuve d'un sens remarquable de l'adaptation aux nouvelles règles du jeu.

---

#### DU BON USAGE DE L'« AFFIRMATIVE ACTION »

Avec la libéralisation de l'économie zimbabwéenne, de nouvelles opportunités se présentèrent pour les *big men*, mais cela supposait la production d'un nouveau discours de légitimation, contraire à celui du *Leadership Code* et de l'éthique « socialiste », et qui justifiait la course à l'enrichissement dans un contexte international dominé par l'orthodoxie du marché. Ce fut le rôle assigné au thème de l'indigénisation de l'économie<sup>14</sup>.

Au nom du slogan « *black people empowerment* », la classe dirigeante allait s'emparer d'actifs économiques et financiers publics ou privés, sans plus s'en cacher. Ce fut d'abord l'appropriation – sous forme de baux de longue durée consentis avec des loyers ridicules aux dirigeants de la Zanu-PF et de l'armée – des grandes exploitations agricoles achetées aux fermiers blancs dans les années 1980, soit à l'amiable soit par expropriation indemnisée, alors qu'elles étaient officiellement destinées à la réinstallation de paysans sans terre. Révélé en 1993 dans la presse indépendante, l'attribution préférentielle de ces fermes à des dignitaires du régime et à leurs clients s'est poursuivie. Une seconde liste de noms a été rendue publique par la député d'opposition Margaret Dongo en 1999. La démarche pouvait être étendue aux entreprises publiques privatisées et aux filiales de sociétés étrangères, comme la Lonrho et l'Anglo-American. Comme l'écrit Volker Wild, « ce qui est présenté aujourd'hui comme une rupture avec le socialisme et une évolution de la politique économique vers l'économie de marché, s'apparente davantage, à l'examen, à la transition d'une

---

12. R. Austin, « Néo-colonialisme et corruption : le scandale "Cressida" au Zimbabwe », *Politique africaine*, n° 36, décembre 1989, pp. 119-124.

13. V. Wild, *Profit Not for Profit's Sake...*, op. cit., p. 258.

14. Voir nos développements dans B. Raftopoulos et D. Compagnon, « Indigenisation, the state bourgeoisie and neo-authoritarian politics », in S. Darnolf et L. Laakso (eds), *Indigenization of a Polity : Zimbabwe Twenty Years of Independence*, Hampshire (UK), Macmillan, à paraître.

forme latente à une forme manifeste de capitalisme clientéliste<sup>15</sup> ». On pourrait aussi parler de « capitalisme des copains » (*crony capitalism*), une notion appliquée à la politique d'indigénisation et de développement de Mahathir Muhammad en Malaisie, lequel favorisa ses clients politiques au détriment des vrais entrepreneurs<sup>16</sup>. De fait, le « modèle malais » a été souvent cité en exemple à Harare<sup>17</sup>, et bien que cette référence se soit faite moins insistante depuis la « crise asiatique » de 1997, la façon dont Mahathir a alors traité les institutions de Bretton Woods a mis du baume au cœur de Mugabe.

Si le rythme des privatisations d'entreprises publiques zimbabwéennes a été si lent, ce n'est pas seulement pour des raisons techniques (nécessité de transformer d'abord leur statut et leurs règles de gestion, apurement préalable des dettes), mais surtout, comme l'a avoué récemment le vice-président Muzenda à propos de Zisco, parce que les hommes d'affaires « indigènes » n'avaient pas suffisamment de liquidités pour préempter l'opération. Ce n'était pas faute d'avoir essayé ! En 1996, un jeune diplômé de Harvard travaillant pour la Banque mondiale à Johannesburg et protégé de Mnangagwa, Matumwa Mawere, rentra au Zimbabwe pour créer l'African Resources Ltd (ARL), une holding enregistrée aux îles Vierges britanniques, et l'utilisa pour acheter la plus grande mine d'amiante du Zimbabwe à ses propriétaires nord-américains, avec le soutien actif du gouvernement zimbabwéen, au nom de l'« indigénisation », et de la banque centrale, sur la base d'un montage financier acrobatique<sup>18</sup>. En trois ans et avec une mise de fonds limitée au départ<sup>19</sup>, Mawere et ses sponsors ont constitué un large portefeuille de sociétés opérant dans des secteurs très divers des services, des transports et de l'industrie. Parmi ces intérêts figurent la First Banking Corporation, une banque d'affaires dont les autres actionnaires sont Zidco et M&S Syndicate *via* sa filiale AM Treger, autrement dit le gratin de la Zanu-PF, mais aussi Cellular Systems Technology qui contrôle 20 % de Net One (voir ci-dessous).

Toutefois, les *big men* de la Zanu-PF – ceux que Wild appelle les « vétérans nationalistes » – et leurs clients et hommes de paille se trouvèrent à nouveau en compétition avec d'authentiques entrepreneurs noirs : certains des chefs d'entreprise africains d'avant l'indépendance ou leurs enfants, mais également de jeunes diplômés ambitieux qui entendaient eux aussi mettre à profit le nouveau climat économique pour s'enrichir. Ils adhéraient pour la plupart à une conception moderne et globale de l'entreprise, fondée sur la performance et la compétition loyale, et possédaient les talents requis. L'affrontement était inévitable entre ces derniers et les « *political businessmen* », qui se coulaient dans une logique clientélaire imposée par les *big men* du Cabinet et du Politburo, logique dans laquelle les connexions politiques demeuraient déterminantes pour obtenir ou conserver richesse et statut social, étant donné leur

incapacité à faire fructifier ce capital en situation concurrentielle<sup>20</sup>. Dans la génération des quadragénaires, Philip Chiyangwa apparaît comme le prototype de ce groupe, tandis que Strive Masiyiwa est devenu la figure emblématique des entrepreneurs.

Apparenté au président Mugabe, le jeune Chiyangwa s'engagea dans les affaires en 1982, comme intermédiaire du genre précité, mettant son carnet d'adresses au service de ses clients, voire extorquant des commissions en menaçant les entrepreneurs noirs de faire jouer ses relations, inaugurant ainsi les méthodes qui le rendront célèbre par la suite. Il se fit un nom à Harare comme entrepreneur de spectacles et ses affaires se développèrent rapidement dans les années 1990, grâce à la fondation, en juillet 1994, d'un groupe de pression aussi bruyant que peu représentatif, l'Affirmative Action Group (AAG), rival, en plus radical, de l'organisation fondée en 1990 par les hommes d'affaires favorables à l'indigénisation, le Indigenous Business Development Centre (IBDC)<sup>21</sup>. Omniprésent dans les médias gouvernementaux, Chiyangwa utilisa pleinement son pouvoir de nuisance pour obtenir le soutien des banques, se faire nommer administrateur dans des sociétés ou acheter des entreprises à des conditions avantageuses. Il était connu comme un intermédiaire indispensable pour conclure avec des *big men* du Politburo, comme le vice-président Muzenda.

15. V. Wild, *Profit Not for Profit's Sake...*, *op. cit.*, p. 262.

16. Voir P. Searle, *The Riddle of Malaysian Capitalism : Rent-Seekers of Real Capitalists?*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1999.

17. Voir D. Compagnon, « Discours et pratiques de l'« indigénisation » de l'économie : une comparaison Zimbabwe-Malaisie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 6, n° 3, 1999, pp. 751-776.

18. Sur les détails de cette affaire et sur la façon dont Mawere s'est servi de l'indigénisation pour tenter, en vain, de lever des capitaux en Afrique du Sud, afin de financer l'extension de sa holding, voir le texte anonyme (fort bien documenté) « The new scramble for Africa », rédigé selon nos informations par un expert de l'USAID en poste dans la région et diffusé sur le site Internet <<http://www.zwnews.com>>.

19. En 1998, Mawere obtint un prêt bancaire de 60 millions de dollars de banques étrangères grâce à la garantie du Trésor public, sur décision politique.

20. Le conglomérat de Solomon Mujuru (alias Rex Nhongo, ancien chef de l'armée) à Bindura s'est disloqué après quelques années ; voir *Horizon*, février 1993, et plusieurs numéros de 1995 et 1996. John Mapondera, premier président de IBDC et cousin de Mugabe, avait lui aussi de gros soucis avec ses affaires ; voir V. Wild, *Profit Not for Profit's Sake...*, *op. cit.*, p. 270. Un autre exemple souvent cité est celui de Xavier Kadhani, dont la villa fut saisie pour payer ses dettes, ou encore la faillite retentissante de feu Roger Boka et de sa banque d'affaires « indigène », voir *Zimbabwe Independent*, 4 février 2000.

21. Sur ces deux organisations et leurs rapports, voir B. Raftopoulos, « Fighting for control : the indigenization debate in Zimbabwe », *Southern Africa Report*, vol. 11, n° 4, 1996, pp. 3-7 ; B. Raftopoulos, « The state, politics and the indigenization process in Zimbabwe : class formation behind closed doors : 1990-1996 », Harare, Institute of Development Studies, University of Zimbabwe, ronéotypé, mars 1999 ; S. D. Taylor, « Race, class, and neopatrimonialism in Zimbabwe », art. cit.

Bien que familier des dérapages racistes à l'égard des Blancs, il fut à plusieurs reprises associé en affaires avec le sulfureux millionnaire blanc zimbabwéen John Bredenkamp – par exemple en 1999-2000 dans un contrat d'importation d'hydrocarbures. Avec Peter Pamire, son associé dans AAG, Chiyangwa coprésida le comité d'organisation du mariage officiel de Mugabe avec sa secrétaire, Grace Marufu, en août 1996. Dès cette époque, il ne cacha pas que ses ambitions s'étendaient aussi à la politique. Une première étape fut franchie dans ce sens aux élections de juin 2000, où Chiyangwa fut élu à Chinoyi, dans la circonscription abandonnée par Nathan Shamuyarira, en recourant à l'intimidation et à la corruption. S'il n'a pas encore obtenu le poste ministériel qu'il escomptait lors de la formation du nouveau gouvernement en juillet, cela n'est que partie remise, étant donné son zèle dans le soutien aux invasions de fermes et dans l'actuelle campagne de calomnies contre les juges qui refusent de se plier aux volontés du Président.

Bien que n'étant pas un membre de la Zanu-PF, Masiyiwa quant à lui avait un pedigree nationaliste sans tache, ayant hérité de ses parents des relations utiles dans les deux mouvements de libération. Ingénieur en télécommunication, Masiyiwa avait créé la compagnie d'installations électriques Retrofit et exécuté plusieurs contrats pour l'État – y compris dans la résidence rurale de Mugabe à Zvimba. Rien ne prédisposait *a priori* celui qui avait été désigné « *businessman* de l'année en 1990 » à être persécuté par le pouvoir, bien que la CIO se soit intéressée de près, à la fin des années 1980, à sa demande de prêt adressée à l'IFC, filiale de la Banque mondiale, sans être passée par les « canaux politiques normaux ». Toutefois, ses ennuis commencèrent réellement en 1994 quand il se mit en tête de doter le pays de son premier réseau de téléphonie mobile et obtint de la Cour suprême, en 1995, qu'elle déclare inconstitutionnel le monopole de l'entreprise publique PTC. Dès lors, tous les obstacles furent placés sur sa route, toutes les méthodes employées pour le faire plier : obstruction juridique (Masiyiwa n'obtint finalement sa fréquence qu'en 1998, à l'issue d'une longue et coûteuse bataille judiciaire), menaces de mort, interventions auprès de ses clients pour conduire Retrofit à la faillite en quelques semaines en septembre 1995...

Masiyiwa doit peut-être à l'intervention publique de Joshua Nkomo en sa faveur d'être resté en vie, à moins que cela ne soit à mettre sur le compte du soutien de l'opinion publique et de la presse indépendante qui a transformé son calvaire en épopée. Le succès commercial de sa société Econet Wireless porte témoignage de ses capacités d'entrepreneur capitaliste qui n'a nul besoin des béquilles du patronage politique pour réussir<sup>22</sup>, mais cela ne peut qu'accroître le ressentiment des *political businessmen* à son égard.

Du point de vue du pouvoir, Masiyiwa cumulait plusieurs défauts rédhibitoires : une parole libre qui l'avait conduit à critiquer la politique économique du gouvernement dès 1992, lorsqu'il était encore secrétaire général de IBDC, à la fondation duquel il a fortement contribué ; une audace qui l'avait amené à défier le monopole d'État, et donc indirectement l'autorité du Président ; mais, surtout, un entêtement à ne pas respecter la règle du jeu consistant pour l'entrepreneur innovateur à « inviter » les *big men* à entrer – sans payer – dans le capital de sa société. Les *political businessmen*, qui s'étaient rués sur le secteur pour exploiter la bonne idée qu'ils n'avaient pas su avoir, avaient récolté quant à eux, qui une position minoritaire dans le consortium formé par PTC et Siemens pour exploiter la première fréquence attribuée (Net One), qui une deuxième fréquence accordée en 1997 à la suite d'un appel d'offres biaisé et sur instruction de la présidence<sup>23</sup>.

Ce partage des dépouilles s'étendait, dans les années 1990, à tous les marchés publics d'une certaine importance : aux uns l'armement (hiérarchie du ministère de la Défense et de l'Armée), aux autres les marchés de travaux publics et d'assainissement urbain, à d'autres encore la fourniture de pétrole ou les opérations de la ligne aérienne (Air Zimbabwe), ou bien le détournement de fonds au sein de l'office de commercialisation des céréales (Grain Marketing Board), sans compter le tourisme (licences d'hôtellerie dans les parcs naturels, gestion des zones de chasse contrôlée), etc.

Le tout arbitré par Mugabe, grand dispensateur de prébendes pour rétribuer la loyauté politique, freinant ou encourageant ses associés du Politburo et leurs clientèles respectives, bloquant si nécessaire leurs initiatives, comme il le fit pour Solomon Mujuru dans l'affaire Zimasco début 1997<sup>24</sup>. En tout état de cause, les membres de la famille et les associés les plus proches du

22. Ayant commencé à opérer en juillet 1998, Econet fut introduite avec succès sur le marché boursier local peu après et dégagait des profits après seulement un an d'exploitation. Elle devint rapidement le premier réseau de téléphone cellulaire du Zimbabwe et le cinquième d'Afrique, en abonnés et en capitalisation boursière. Depuis 1999, Econet a poursuivi sa diversification internationale en liaison avec des capitaux sud-africains, au Botswana, au Kenya et au Nigeria ; voir Zimbabwe Independent, 2 février 2001.

23. La société Télécel, formée en association avec des hommes d'affaires zairois et américains, comptait parmi ses actionnaires de premier plan Leo Mugabe, neveu du Président, et James Makamba, agissant vraisemblablement pour le compte de la famille Mujuru – au moment où Mme Joyce Mujuru était ministre des Télécommunications.

24. Mujuru manœuvrait alors pour obtenir au rabais 27 % du capital de cette ancienne filiale d'Union Carbide, rachetée en 1994 par des Blancs de son encadrement – via une société basée dans l'île Maurice –, lesquels avaient accepté de céder la moitié du capital à des hommes d'affaires « indigènes ». Cependant, Mugabe était furieux d'être placé devant un fait accompli, puisque le marché s'était conclu en dehors de son patronage, tandis que se déroulaient des négociations parallèles avec le gouvernement. Mujuru dut faire machine arrière, mais le gouvernement a échoué à prendre le contrôle de Zimasco ; voir Financial Gazette, 29 mai 1997, 5 juin 1997 et 30 novembre 1997 ; Zimbabwe Independent, 3 décembre 1999.

Président reçoivent les affaires les plus juteuses – en violation des procédures réglementaires et en contradiction avec l'intérêt de l'État et du contribuable –, comme le marché du nouvel aéroport international de Harare ou la privatisation de la principale usine électrique à Hwange, en partenariat avec la société malaysienne YTL Berhad (un contrat dont l'exécution a toutefois été retardée par la crise asiatique, puis par les difficultés financières de l'entreprise publique zimbabwéenne Zesa). Le tort de Masiyiwa est d'avoir rué dans les brancards, en contribuant ainsi à mettre à jour les pratiques de la classe dirigeante, alors que la plupart des autres entrepreneurs, noirs et blancs, avaient pour habitude de courber l'échine.

La volonté de la classe dirigeante de poursuivre l'accumulation s'est manifestée en 2000 avec l'intensification du programme de confiscation des terres sans compensation. Si le gouvernement zimbabwéen désirait sérieusement l'installation de paysans pauvres sur des exploitations viables, et seulement cela, il aurait commencé par allouer les terres déjà acquises par l'État et laissées en jachère ou concédées à ses clients politiques (au total 3,5 millions d'hectares), en recherchant le soutien financier des donateurs d'aide – acquis dans le principe depuis septembre 1998. Or, l'objectif réel de l'occupation violente des fermes et de la propagande raciste qui l'accompagne depuis un an est de provoquer l'exode des Blancs, pour permettre aux *big men* et aux *political businessmen* de s'appropriier ces grandes propriétés. De fait, des liens se sont créés dès le milieu des années 1990 entre le leadership de la ZNLWVA – un peu hâtivement rangée dans l'opposition en 1997 en raison des manifestations violentes des vétérans<sup>25</sup> – et le lobby de l'indigénisation, notamment feu Roger Boka, qui avait soutenu la création d'une Indigenous Commercial Farmers Union, rassemblant les clients du pouvoir qui avaient déjà reçu leur ferme... Quand Mugabe déclare, comme il l'a fait récemment dans son discours pour les cérémonies de son 77<sup>e</sup> anniversaire, « notre économie n'a jamais été à nous », afin de justifier la confiscation des terres, il convient donc de prendre cette remarque au pied de la lettre, au-delà d'une phraséologie anticolonialiste qui n'est pas nouvelle au demeurant.

En effet, il faut avoir en mémoire les pages de publicité raciste publiées par Boka ou Chiyangwa dans la presse en 1996-1997, mais aussi la campagne pour l'élection présidentielle de mars 1996, où les dirigeants Zanu-PF ont fait chorus avec Mugabe pour attaquer les « Rhodésiens » (qualificatif étendu aux « libéraux blancs » qui ont pourtant combattu activement le régime de Smith) et menacer les fermiers d'expropriation sans indemnisation. Les *political businessmen* étaient déjà des éléments clés du dispositif présidentiel. La faillite de Roger Boka en 1998 et sa fuite à l'étranger, après d'énormes escroqueries, ont révélé que son conglomerat d'entreprises était fondé, en l'absence de véri-

tables fonds propres, sur une pyramide d'emprunts auprès d'institutions financières publiques<sup>26</sup>. Sans aucune expérience dans ce domaine, une protection politique au plus haut niveau lui fut indispensable tant pour se procurer des capitaux que pour fonder une banque d'affaires. En échange, il finançait généreusement les politiciens Zanu-PF et leurs associés d'affaires.

Il était logique que cet accaparement s'étende à tous les secteurs de l'économie. Mugabe a menacé courant 2000 de procéder avec les mines comme avec les fermes, faute d'avoir réussi avec d'autres méthodes, en particulier les pressions politiques sur l'Anglo-American pour qu'elle cède ses intérêts miniers locaux à des hommes d'affaires « indigènes ». Courant 1997, un comité *ad hoc* de cinq membres, présidé par Mnangagwa et avec Mawere comme « conseiller technique<sup>27</sup> », fut constitué au plus haut niveau du parti, officiellement pour explorer les voies d'un transfert des filiales des grandes sociétés étrangères présentes au Zimbabwe, en pratique pour trouver les moyens de reproduire des opérations telles que l'achat de la mine d'amiante par Mawere. En dépit de l'existence de plusieurs établissements financiers publics destinés à soutenir le développement industriel « indigène » (y compris un National Investment Trust créée dans le même objectif en 1996), une nouvelle structure fut fondée qui échappait à tout contrôle, l'African Resources Trust, officiellement pour héberger les participations acquises avec de l'argent public, en attendant que les entrepreneurs « indigènes » puissent les racheter. Puis le comité lui-même se transforma en National Investment and Empowerment Company of Zimbabwe (NIECZ), et ses membres constituèrent le directoire de la nouvelle société, laquelle possède déjà 19,2 % de Bindura Nickel, principale mine de nickel du pays. De ce point de vue, l'anarchie orchestrée par le pouvoir et

25. D'ailleurs, le pseudo-vétéran et peut-être faux médecin Hitler Hunzvi a aidé nombre de caciques de la Zanu-PF à se faire attribuer illégalement un pécule par le War Victims Compensation Fund, établi par le gouvernement, en leur fournissant des certificats médicaux de complaisance, et a reçu lui-même 361 000 dollars zimbabwéens. Voir Zimbabwe Government, *Report of the Commission of Inquiry into the Administration of the War Victims Compensation Act*, Government Printers, mai 1998, notamment pp. 30-33 et annexe 1. Or, c'est précisément le pillage de cette institution par les *big men* du parti (le rapport mentionne l'existence d'une liste de 79 personnalités mais ne la publie pas) qui est à l'origine de la colère des vétérans en 1997 et de la pression qu'ils ont exercée sur Mugabe pour obtenir une indemnisation supplémentaire.

26. Voir *Financial Gazette*, 19 novembre 1998.

27. Représentatif jusqu'à un certain point de la coalition de *big men* au pouvoir, puisque Dumiso Dabengwa (le seul membre du comité à n'être pas un proche de Mugabe) y représentait les intérêts des anciens de la Zapu ; pour la liste des membres, voir *The Herald*, 8 août 1997. La règle étant le partage – inégal – du gâteau (mais pas du pouvoir), les *big men* du Matabeleland ont largement participé à la patrimonialisation, parfois avec leurs propres outils, comme le Resources Trust of Zimbabwe fondé en 1989 par feu Joshua Nkomo.

l'incertitude économique qu'elle engendre jouent dans l'intérêt des *big men* : la valeur marchande des actifs convoités s'en trouve réduite. L'information disponible ne permet pas de dire jusqu'à quel point l'argent public a servi à acquérir des actifs transférés ensuite à des *big men* du parti et enregistrés en leur nom personnel, mais l'opacité du processus ne saurait être fortuite.

La privatisation par morceaux des chemins de fer publics (National Railways of Zimbabwe) – en commençant par la ligne rénovée Bulawayo/Beitbridge et le nouveau pont sur le Limpopo –, qui s'accompagne de la capture par une société privée de l'essentiel du trafic de marchandises par rail entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe<sup>28</sup> et derrière laquelle se trouverait une alliance entre Zidco et l'organisme gérant les intérêts des *big men* de l'ex-Zapu (Resources Trust of Zimbabwe), atteste que la strate supérieure de la bourgeoisie d'État maîtrise désormais les techniques nécessaires pour intensifier l'accumulation d'actifs à son profit, tandis que le discours sur l'indigénisation fournit le répertoire de légitimation approprié. On comprend bien dès lors son acharnement à se maintenir au pouvoir par tous les moyens, au moment où le jackpot est à sa portée : elle est déjà entrée dans une phase d'expansion à l'échelle régionale, dont les montages affairistes en RDC ne constituent qu'un volet (par exemple, le contrôle du réseau ferré deviendrait essentiel pour capter l'exportation des produits miniers du Katanga).

---

#### L'AFFAIRISME DANS LA GUERRE DU CONGO-KINSHASA

Le soutien diplomatique et militaire apporté par le gouvernement zimbabwéen au régime de Laurent Désiré Kabila depuis la fin 1996 et, *a fortiori*, l'intervention militaire à ses côtés depuis août 1998 ont offert aux *big men* et à leurs clients dans la bourgeoisie d'État une série d'opportunités nouvelles d'enrichissement, avec des opérations plus ambitieuses à l'échelle internationale. Il s'agissait de ne pas rater l'occasion de tirer profit d'un engagement coûteux – bien que ce ne fût pas le facteur déterminant de l'intervention armée –, comme cela avait été le cas au Mozambique après la fin de la guerre civile<sup>29</sup>. L'enjeu était, sur le plan économique comme sur le plan politique, de ne pas se laisser doubler par la concurrence sud-africaine. Les contrats signés, en dépit du risque encouru, l'ont été dans la perspective d'une guerre courte, après laquelle les compagnies zimbabwéennes impliquées bénéficieraient d'une priorité pour des affaires plus juteuses encore, quitte à jouer le rôle de courtier pour le compte de grands groupes étrangers bénéficiant d'une réelle expertise technique et financière – de la même façon que les *political businessmen* avaient joué les intermédiaires dans les années 1980 entre les multinationales et le gouvernement zimbabwéen.

Les premiers à se servir furent naturellement les militaires. Un certain nombre d'officiers supérieurs, en commençant par le chef d'état-major, le général Vitalis Zvinavashe, se sont livrés à de multiples trafics lucratifs sur les livraisons de carburant, de pièces détachées, de munitions et de vivres aux troupes zimbabwéennes. Une compagnie de transport routier, propriété du général Zvinavashe et de sa famille, a reçu le contrat de l'acheminement de ces fournitures, tandis qu'un de ses frères était sous-contractant pour fournir une partie des biens exportés. En plus de son contrat d'approvisionnement des forces de Kabila, d'une valeur de 53 millions de dollars, signé au printemps 1997, la compagnie privée Zimbabwe Defence Industries (ZDI), créée par le gouvernement en 1984 pour fournir en armes, munitions et équipements divers l'armée zimbabwéenne et dont le directoire est constitué de généraux (Zvinavashe et Shiri) et de hauts fonctionnaires Zanu-PF, a constitué avec son homologue de RDC la joint-venture Congo-Desa, destinée à alimenter le marché congolais en biens de consommation de toute nature. Des sociétés appartenant à Tony Gara, Chiyangwa et d'autres *political businessmen* ont également signé des contrats dans des domaines très variés et à différents stades d'exécution. Une filiale de Zidco, la First Banking Corporation, devait s'implanter dans ce pays ; mais c'est dans le secteur minier que les profits les plus importants pourraient être engrangés.

En novembre 1998, l'alliance entre Mugabe et Kabila s'est traduite par l'entrée de Ridgpointe Overseas Development Ltd (société appartenant à Billy Rautenbach et enregistrée aux îles Vierges britanniques) dans le capital de l'entreprise minière publique Gécamines exploitant le cobalt et le cuivre, à hauteur de 37,5 %, et par la prise en charge par l'homme d'affaires zimbabwéen blanc de la gestion de cet ancien fleuron économique du Zaïre<sup>30</sup>. De même, 80 % des droits sur le cobalt de la Gécamines étaient transférés à une joint-venture entre Ridgpoint et une compagnie congolaise contrôlée par

---

28. Sur ce Monopole industriel aux montages financiers assez complexes, voir « The new scramble for Africa », déjà cité. Bien entendu, les concessions ferroviaires correspondantes ont été attribuées en violation des règles d'adjudication des marchés publics.

29. Raisonement développé par Chiyangwa dans le *Wall Street Journal* du 9 octobre 1998. Non seulement le Zimbabwe aurait fourni des armes et des munitions à Kabila dès 1996, mais il lui aurait versé 5 millions de dollars pour l'aider à financer sa rébellion et aurait déployé des officiers de renseignement sur le terrain. Notre analyse s'appuie, dans cette section, sur les nombreux articles publiés dans la presse internationale et zimbabwéenne, largement redondants les uns par rapport aux autres, mais aussi sur « The new scramble for Africa », déjà cité, qui en fait la synthèse. Le lecteur intéressé pourra s'y reporter pour les références les plus courantes.

30. Sur cette affaire, voir *Africa Confidential*, 23 octobre 1998, 14 mai et 5 novembre 1999 ; *Wall Street Journal*, 9 octobre 1998.

un proche de Kabila et ministre des Finances de son gouvernement, Pierre-Victor Mpoyo. Une fraction significative des profits revenant au gouvernement Kabila devait ensuite être rétrocédée au Zimbabwe pour financer son effort de guerre, conformément aux engagements pris en septembre 1998. En janvier 1998, Kabila avait concédé à Rautenbach et à ses associés une mine de cobalt près de Likasi produisant l'équivalent de 6 millions de dollars par mois, en échange du financement d'une route entre Matadi et Kinshasa. La reprise de la Gécamines fut négociée du côté zimbabwéen directement par Mnangagwa et un membre de la famille de Mugabe. Billy Rautenbach, qui n'était pas un inconnu au Zaïre et se vantait avant 1996 d'être l'« ami » de Mobutu, est en effet un partenaire de longue date de la Zanu-PF et d'Emmerson Mnangagwa, *via* sa société de transport et de vente de véhicules *Wheels of Africa*, laquelle s'est partagé le fret entre les deux pays avec la compagnie de Zvinavashe.

Toutefois, le nouveau directeur général de la Gécamines a échoué à redresser les opérations de l'entreprise minière, faute notamment de l'avoir re-capitalisée pour faire face à sa dette à long terme, tout en rénovant les équipements décatis. À ces difficultés se sont encore ajoutés ses ennuis judiciaires en Afrique du Sud (lesquels ne sont peut-être pas sans liens avec la rivalité politico-économique qui oppose les régimes de Harare et de Pretoria) : au début de 1999, la justice sud-africaine a ordonné la saisie des chargements de minerais de cobalt acheminés par Ridgepoint à Durban pour y être exportés, de façon à payer les dettes de Rautenbach auprès d'entreprises sud-africaines. Furieux, le gouvernement de RDC a annulé, le 14 mars 1999, tous les contrats signés avec Rautenbach, lequel fut remplacé par le Belge Forrest à la tête de la Gécamines.

Ce premier échec ne découragea pas les Zimbabwéens, qui se lancèrent à la recherche de partenaires pour exploiter les diamants de la région de Mbuji-Mayi et fondèrent au Zimbabwe une société nommée *Osleg Ltd* (à partir du nom de code de l'opération en RDC « Operation Sovereign Legitimacy »), dont les membres du directoire sont des officiers supérieurs (y compris Zvinavashe) et des hauts fonctionnaires, société présentée par ses concepteurs comme le bras financier des forces armées (ZDF), mais dont les éventuels profits ne seront évidemment partagés qu'entre les membres de l'élite du pouvoir. *Osleg* forma en septembre 1999 une joint-venture nommée *Cosleg* avec *Comiex-Congo*, une compagnie appartenant à Kabila, et *Cosleg* se vit gracieusement attribuer des droits miniers exclusifs auparavant détenus par la société publique Minière de Bakwanga (MIBA), pour une valeur estimée à 208 millions de dollars, en tenant compte des risques politiques et des coûts d'exploration. *Colseg* s'associa alors avec *Oryx-Zincon*, filiale avec participations zimbabwéennes et congolaises de la société omanaise *Oryx Natural*

Resources, propriété de l'homme d'affaires Thamer al-Shanfari<sup>31</sup>, pour former la Sengamines, une société congolaise chargée des opérations minières. Dans cette affaire, les Zimbabwéens apportaient les moyens militaires permettant de sécuriser la zone de concession, Kabila les droits d'exploitation, les Omanais l'expertise financière et technique.

Toutefois, l'exploitation industrielle du diamant réclamant d'importants capitaux, al-Shanfari mit sur pied un nouveau montage : création d'une société nouvelle Oryx Diamonds Ltd à partir du rachat d'une société sud-africaine disposant d'une expertise dans le secteur, Petra Diamonds Ltd, puis introduction d'Oryx Diamonds sur le second marché d'actions de la Bourse de Londres. La société mère d'al-Shanfari devait contrôler 60 % des actions tandis que le reste était partagé entre ses partenaires, y compris Zidco, et le public. Cependant, quelques jours avant l'introduction en bourse de la société, en juin 2000, la campagne diplomatique britannique en faveur d'un embargo sur « les diamants de la guerre » rejaillit sur cette opération ; peu après, l'autorité boursière londonienne suspendait l'introduction *sine die* d'Oryx Diamonds. Les dirigeants d'Oryx et de Petra n'ont pourtant pas renoncé à rechercher les capitaux nécessaires ailleurs.

On lit de plus en plus souvent que les concessions minières obtenues au Congo et les arrangements financiers qui les accompagnent témoignent d'une criminalisation du régime Mugabe ; or, il s'agit de joint-ventures et d'accords, relativement banals dans la forme, entre un gouvernement totalement dépourvu de liquidités et des intérêts privés étrangers. Du point de vue zimbabwéen, ce n'est que l'extension, au-delà des frontières, de pratiques déjà expérimentées à l'intérieur du pays, par lesquelles la bourgeoisie d'État constituée sous l'égide de Mugabe depuis 1980 s'est enrichie.

La dynamique néo-patrimoniale, comme tout le reste, se mondialise. Ce qui fausse le jugement des observateurs est le contexte dramatique de la guerre et l'évocation des diamants, un minerai qui a toujours suscité nombre de fantasmes. Sur le premier point, on peut souligner que ce n'est pas tant l'actuel conflit qui est la condition de ces arrangements que la relation personnelle qui s'est établie entre Kabila-père et Mugabe, du fait de l'engagement sans réserve de ce dernier aux côtés du régime de RDC. Tant que l'attribution de marchés ou de concessions se fait sur une base personnelle et non concurrentielle, les intérêts zimbabwéens peuvent perdurer après la paix. Celle-ci est d'ailleurs

---

31. C'est l'homme d'affaires indien Kamal Khalfan, consul honoraire d'Oman à Harare et associé aux dirigeants Zanu-PF dans Catercraft (Pvt) Ltd, une filiale du holding Zidco, qui a présenté al-Shanfari à Mugabe courant 1999.

indispensable à la réalisation de nombreux projets : prise en charge de la production électrique congolaise par Zesa, valorisation des 500 000 hectares attribués aux fermes d'État de l'agence zimbabwéenne Arda ou projet d'exportation du minerai du Katanga par le réseau ferré zimbabwéen... De la même façon, les compagnies de transport citées ci-dessus ont perdu beaucoup d'argent du fait de la guerre : perte de cargaisons et de véhicules, mais aussi défaut de paiement par des partenaires congolais manquant de liquidités. Quant aux diamants, il faut relativiser l'importance de cette activité, les officiers zimbabwéens n'ayant pu pour l'instant mettre la main que sur des pierres de taille et de qualité médiocres, issues des rebuts de la production antérieure. Là encore, la solution aux difficultés d'Osleg réside dans une paix garantissant la consolidation du pouvoir des alliés de Mugabe – l'inconnue demeurant l'attitude que Kabila-fils adoptera vis-à-vis des contrats signés par son père. Même la corruption et les trafics des militaires ne sont pas des phénomènes nouveaux : l'intervention zimbabwéenne au Mozambique à la fin des années 1980 et la participation zimbabwéenne à l'opération onusienne en Angola au milieu des années 1990 s'étaient traduites par des dérapages similaires, à plus petite échelle il est vrai.

Si criminalisation de l'État il y a, elle est ancienne. Au milieu des années 1990 déjà, à l'occasion d'une série d'affaires de trafic de drogue (marijuana, mandrax, etc.) à l'échelle régionale, les noms de plusieurs *big men* du régime, dont Emmerson Mnangagwa, circulaient dans la communauté diplomatique de Harare, en liaison avec le rôle joué par la compagnie *Wheels of Africa* de Billy Rautenbach dont les véhicules, qui n'étaient pas soumis aux contrôles habituels aux frontières, étaient soupçonnés de servir de support au trafic. D'autres contrebandes ont été évoquées dès la fin des années 1980 ou au début des années 1990 : armes en liaison avec les différents conflits de la région, ivoire (braconnage à grande échelle dans le cadre des opérations militaires au Mozambique<sup>32</sup>, voitures volées, etc.). À cet égard, les opérations réalisées en RDC n'ont rien de particulièrement exceptionnel ni de nouveau. Le changement concerne surtout une certaine rupture avec la culture du secret qui prévalait auparavant, à la fois parce qu'il est plus difficile de dissimuler des contrats internationaux, mais aussi parce que Mugabe et ses acolytes ont acquis un sentiment d'impunité.

L'omniprésence d'Emmerson Mnangagwa dans cette saga de l'accumulation capitaliste multiforme saute aux yeux ; ce rôle clé, ajouté à sa fidélité ostensible à Mugabe et à son absence totale de scrupules (comme il l'a démontré dans la répression des années 1980 au Matabeleland), le désigne, si d'aventure le vieux parrain décidait de passer la main, comme le successeur le plus crédible en tant que fondé de pouvoir de la bourgeoisie d'État Zanu-PF.

Cependant, cette succession n'est pas acquise. En premier lieu, franchir ce pas comporte des risques pour Mugabe et sa famille proche<sup>33</sup> ; deuxièmement, il n'est pas certain que Mnangagwa aura l'autorité nécessaire pour arbitrer entre factions et réguler les appétits des *political businessmen* ; enfin, la montée de l'opposition et la crise de l'économie remettent en cause la perpétuation de la domination de la Zanu-PF ■

Daniel Compagnon  
CEAN, IEP de Bordeaux

---

32. Voir R. Duffy, « The role and limitations of state coercion : anti-poaching policies in Zimbabwe », *Journal of Contemporary African Studies*, 17 (1), 1999, particulièrement pp. 113-116 ; S. Ellis, « Défense d'y voir : la politisation de la protection de la nature », *Politique africaine*, n° 48, décembre 1992, pp. 7-21 ; R. Reeve et S. Ellis, « An insider's account of the south african security forces role in the ivory trade », *Journal of Contemporary African Studies*, n° 13, 1995, pp. 222-243.

33. C'est le dilemme du « *personal ruler* » africain. Voir R. H. Jackson et C. G. Rosberg, *Personal Rule in Black Africa : Prince, Autocrat, Prophet, Tyrant*, Berkeley, University of California Press, 1982.